



# ADULT EDUCATION NEWSLETTER

A NEWSLETTER FOR ADULT EDUCATORS

## EDUCATION DES ADULTES & FORMATION DES FORMATEURS

REVUE ELECTRONIQUE

POUR L'EDUCATION DES ADULTES ET LE DEVELOPPEMENT  
REDAFF

Éditée par l'Institut Alphadev avec l'apui de Dvv International

[ialphadev@yahoo.com](mailto:ialphadev@yahoo.com)

Tél. (229) 9751 66 99 & 9091 22 42 - Fax: (229) 2138 61 49  
02 BP 1812 COTONOU BENIN

N° 1 Année 2008

Issue N° 1 2008



Participants à la récente rencontre sous régionale préparatoire de la CONFITEA VI organisée à Dakar du 26 au 29 mars 2008 sous l'égide de l'ICAE, et dont l'ouverture a été présidée par le Ministre sénégalais de la Culture et de l'Alphabétisation (au centre en costume bleu).

# **RENCONTRE SOUS REGIONALE**

## **DE PREPARATION**

### **DE LA CONFINTEA VI**

**DAKAR**

**26 au 29 Mars 2008**

Par Bernard HAGNONNOU  
Chercheur /Consultant  
Editeur Adult Education Newsletter  
Institut Alphadev/Cotonou

#### **1- Contexte**

Dans le cadre des préparatifs de la prochaine conférence internationale sur l'éducation des adultes, (CONFINTEA), la sixième du genre qui se tiendra au Brésil en 2009, plusieurs rencontres consultatives se tiennent régulièrement dans les différentes sous régions de l'Afrique.

Ainsi, en janvier 2008, une première rencontre sous régionale dédiée à l'Afrique de l'Est et à l'Afrique Australe s'était déjà réunie à Maputo au Mozambique, tandis que celle réservée à l'Afrique de l'Ouest vient de se réunir à Dakar du 26 au 29 Mars 2008.

Ces différentes rencontres organisées sous l'égide du Conseil International pour l'Alphabétisation et l'Education des Adultes (CIAEA) ou ICAE, visent toutes à faire le point des préoccupations majeures exprimées par différents acteurs représentés par les Organisations continentales, les ONG et différentes associations sous régionales ayant pour objet la promotion de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes en Afrique.

C'est dans ce cadre que la rencontre de Dakar a regroupé du 26 au 29 mars dernier les responsables de:

- l'organisation panafricaine de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes (PAALAE),
- la coalition des ONG africaines engagées dans la promotion de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes (ANCEFA),
- le Réseau des Femmes pour la Communication et le Développement en Afrique (FEMNET), ainsi que
- des représentants d'institutions/ONG internationales d'appui à l'éducation des adultes à savoir Dvv international, ACTIONAID, de même que
- des experts indépendants associés à ces différentes organisations.

## 2- Objectifs

La prochaine CONFINTEA devra se faire l'écho des préoccupations actuelles en matière d'alphabétisation et d'éducation des adultes à travers le monde. Aussi, la rencontre de Dakar, à l'instar de toutes celles l'ayant précédé ou qui se tiendront à différentes étapes tout au long de la phase préparatoire de la CONFINTEA VI, visait-elle les objectifs ci-après :

- revue du contexte régional en matière de
  - défense du droit à l'éducation pour tous,
  - surveillance des politiques publiques d'éducation des adultes (réussites, écarts identifiés, leçons apprises) ;
- présentation des expériences en matière de plaidoyer pour l'éducation des adultes;
- analyse de l'intersectionnalité, concept renvoyant au cadre de défense du droit à l'éducation face aux diverses formes de discrimination et de marginalisation ;
- présentation de la CONFINTEA au regard des contextes ayant présidé à sa création et à son évolution ;
- présentation du concept de Benchmarks ou points de référence en matière d'alphabétisation et d'éducation des adultes dans le monde;
- création d'une plateforme africaine de préparation de la CONFINTEA VI.

## 3- Résumé des discussions sur les Points majeurs

### 3-1- Revue du contexte régional

Selon le président de l'Association Panafricaine pour l'Alphabétisation et l'éducation des Adultes en Afrique (PAALAE), Bubacar DIOP, le contexte régional est caractérisé dans la plupart des pays d'Afrique par les constats suivants :

- **la pluralité des institutions s'occupant de l'Education des Adultes dans un même pays provoque souvent le double emploi et le gaspillage des moyens.** Ainsi, dans nombre de nos Etats,
- **une volonté politique nationale de promotion d'éducation des Adultes s'avère insuffisante et/ou non clairement définie ;**
- **Il en résulte le grand risque d'engager des efforts incohérents et trop onéreux propres à décourager les différentes disponibilités nationales et extérieures ;**
- **L'inadaptation des programmes et méthodes andragogiques aux besoins et aspirations des apprenants,** et aux objectifs prioritaires de développement retenus par les Etats, constitue aussi un frein aux actions menées ;
- **L'insuffisance de structures de formation des formateurs et chercheurs en Education des Adultes ne permet pas de disposer d'un personnel qualifié qui demeure jusqu'ici trop faible.** La collaboration dans ce domaine, pour profiter des expériences réalisées ailleurs, entre Etats, sous région et région reste timide.

Au regard de ce tableau mitigé du contexte africain, Bubacar DIOP de la PAALAE a appelé les acteurs à consentir des efforts accrus de plaidoyer en faveur d'un renforcement des politiques et programmes d'alphabétisation et d'éducation des adultes à travers le continent.

### **3-2- Le Concept de Benchmarks ou Points de référence**

Le **concept de benchmarks** a été analysé sous ses **contours théoriques et pratiques** à travers plusieurs communications présentées par des représentants du secrétariat de l'ICAE, de la PAALAE et d'Actionaid.

Le terme de **benchmarks** est d'un emploi récent en matière d'alphabétisation et d'éducation des adultes. En effet, Il a été emprunté à d'autres domaines des sciences appliquées notamment de l'évaluation des programmes et projets de développement où il renvoie :

- aux **critères de référence qui permettent de mesurer l'atteinte d'objectifs** fixés au début d'un processus ;
- à **l'ensemble des critères/indicateurs constituant un référentiel de suivi et d'évaluation des objectifs** dans un processus clairement défini, de façon générale.

Dans le domaine de l'éducation des adultes, il ne s'agit pas de critères imposés par une institution quelconque ; les benchmarks résultent plutôt de :

- la **synthèse d'une étude internationale**, et constitue,
- le **résumé des expériences accumulées** à travers le monde, **des points de référence qui constituent des variables constantes** dont la prise en compte est nécessaire si l'on veut **créer les conditions d'une réalisation efficace** des programmes d'alphabétisation et d'éducation des adultes.

#### **3-2-1- Modalité de définition des Benchmarks**

Selon Victorine KEMONOU DJITRINOU d'Actionaid, l'étude internationale sus mentionnée a été réalisée selon un processus participatif de collecte de données ayant impliqué ;

- **100 informateurs ; de 35 pays ; à travers 67 programmes analysés;**
- **4 millions d'apprenants impliqués dans ces programmes.**

Les conclusions de l'étude ont été restituées et le feedback visant à vérifier la prise en compte effective des informations recueillies a permis d'enregistrer **142 réponses provenant de 47 pays**

Au terme de ce **processus participatif de collecte de données**, la synthèse a permis d'établir :

- un projet de **benchmarks ou points de référence** perçus comme :
- **la somme des points communs de référence qui peuvent concourir à**
- **la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de programmes efficaces** d'alphabétisation et d'éducation des adultes.

### 3-2-2-Quelques éléments de Benchmarks ou Points de référence

Il est important de noter que les benchmarks ou points de référence peuvent porter sur différents aspects des programmes d'alphabétisation et d'éducation des adultes à savoir :

- **les intrants/inputs** (par exemple le coût par apprenant ; la formation des formateurs ; d'autres critères de quantité (nombre d'apprenants par centre) ; et de qualité (la qualité du matériel didactique par exemple) ;
- **les processus /méthodes** andragogiques ; par exemple les processus didactiques ;
- **les résultats** (quantitatifs/qualitatifs) ; pouvant résulter d'une évaluation des acquis sur la base d'épreuves standardisées ; mais les résultats peuvent aussi concerner des changements qualitatifs de comportement, d'attitude, etc.;
- **L'impact** à moyen et long termes des programmes **d'alphabétisation et d'éducation des adultes** (acquisition de **nouvelles habitudes et pratiques (sociales, sanitaires)** ; **augmentation des revenus** des familles et des communautés ; **amélioration de la qualité** et des conditions de vie ; etc.

La question d'une **référence standard** peut soulever une polémique au regard des finalités propres aux acteurs et bénéficiaires dans différents contextes. Cependant, il est nécessaire que des **points de référence** que l'on peut considérer comme **des critères de convergence**, soient progressivement établis en matière d'alphabétisation et d'éducation des adultes dans le monde, afin de faciliter **la définition d'une référence minimale d'évaluation de l'atteinte des objectifs d'éducation pour tous**.

L'ensemble de ces **variables identifiables** à travers des programmes réalisés dans des contextes variés constitue les **benchmarks ou points de référence** qui ne sauraient être imposés par une seule institution. En effet, leur mise à jour s'effectuera à travers un processus participatif impliquant des acteurs qui collectent (et continuent de collecter) des données observables dans des programmes multiples réalisés à travers le monde entier.

#### **Multidiscrimination et Intersectionnalité**

Les réflexions des participants ont également porté sur la question des groupes marginalisés au regard de l'accès aux offres et programmes d'alphabétisation.

Les groupes marginalisés comprennent des minorités ethniques dans de nombreux pays, des réfugiés dans des situations de conflits, mais aussi les couches féminines d'une manière générale, qui sont victimes d'une discrimination multiforme, d'où la notion de **multidiscrimination** pour traduire les difficultés d'accès de ces groupes aux offres et programmes d'alphabétisation dans de nombreux pays.

Les causes de ces formes de discrimination varient selon les contextes. Pour y remédier, il a été suggéré que des stratégies appropriées soient adoptées, dont l'ensemble est désigné par l'approche de **l'intersectionnalité**.

Ladite approche consiste à établir les profils de discrimination (profiling en anglais), afin d'identifier les catégories de groupes cibles discriminés au profit desquels des programmes appropriés seraient conçus, prenant en compte leurs situations et besoins spécifiques.

## Plaidoyer à l'endroit des gouvernements

Les participants ont également souligné la nécessité de poursuivre un plaidoyer constant à l'endroit des gouvernements, des institutions et autres partenaires de l'éducation des adultes afin que les allocations budgétaires et les ressources destinées à l'alphabétisation s'accroissent de façon substantielle. A cet effet, le Ministre sénégalais en charge de la Culture et de l'alphabétisation a révélé dans son discours d'ouverture que l'Etat sénégalais avait alloué un montant de 4. 2 Milliards au secteur de l'alphabétisation pour l'année 2008. Les participants ont estimé nécessaire de poursuivre le plaidoyer afin d'obtenir des gouvernements une augmentation progressive des allocations budgétaires accordées à l'alphabétisation.

A l'issue de la rencontre, une plateforme africaine a été mise en place aux fins de veiller entre autres, au suivi de l'élaboration des rapports nationaux que les pays sont appelés à présenter lors de la CONFINTEA VI au Brésil en 2009.

Pour de plus amples informations sur les actions de plaidoyer que mènent l'ICAE et ses organisations partenaires, consulter le site : [www.icae.org.uy](http://www.icae.org.uy)



Photo de quelques participants entourant Celita ECCHER, secrétaire générale de l'ICAE (au centre)

# CONTRIBUTION DE DVV INTERNATIONAL A LA PROMOTION DU PROGRAMME D'EDUCATION DES ADULTES (PPEAG) EN GUINEE

Par SQUARE Alhassane  
Chargé de Programme dvv international  
Guinée – Conakry.

Dvv international est une ONG internationale Allemande qui évolue dans le domaine de l'Education de Base des Adultes en Europe, en Asie, en Amérique Latine et en Afrique.

## Sa mission est de :

- Promouvoir l'émergence et le développement des structures d'éducation des adultes ;
- Soutenir la conception et la mise en œuvre des programmes d'éducation des adultes ;
- Promouvoir l'échange d'informations et des bonnes pratiques entre les structures.

**Objectif** : contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres.

**Programme** : le programme d'appui à l'éducation de base des adultes en Afrique de l'Ouest couvre trois domaines à savoir :

- 1- Les projets communautaires d'éducation de base des adultes.
- 2- Le renforcement des capacités institutionnelles et techniques des structures partenaires.
- 3- La promotion du lobbying et du plaidoyer en faveur de l'Education de Base non Formelle.

Cette Institution évolue en Guinée depuis 1999 et mène des activités en collaboration avec des ONG nationales, des réseaux et des structures techniques déconcentrées de l'Etat en vue de promouvoir un programme d'Education de Base des Adultes participatif et durable.

Ces différentes activités prennent en compte le contenu du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) élaboré par le gouvernement. Aussi, contribue-t-elle à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)

## **L'INTEGRATION DU PROGRAMME AU DOCUMENT DE STRATEGIE DE REDUCTION DE LA PAUVRETE DE LA GUINEE:**

La Guinée a bénéficié de l'initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE), ce qui a favorisé entre 2000 et 2001 le processus d'élaboration et de validation du premier document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP), dont la mise en œuvre a démarré en mai 2002. Ainsi, dvv international a participé de façon efficace à l'élaboration du second document.

Le programme d'éducation de base des adultes en Guinée financé et mis en œuvre par dvv international en collaboration avec les ONG nationales et les structures étatiques spécialisées reste dans le cadre du contenu du document de stratégie de réduction de la pauvreté élaboré par le gouvernement avec l'appui des partenaires de développement et les acteurs de la société civile.

Pour ce faire, notre institution mène des projets d'appui à l'éducation de base qui prennent en compte certains domaines du DSRP à savoir :

### **1- L'éducation/l'alphabétisation fonctionnelle :**

Ce secteur constitue le maillon pour tout développement équitable et durable car aucune société ne peut se développer dans l'ignorance. C'est pourquoi le gouvernement guinéen avec l'appui de ses partenaires accorde une importance particulière au secteur de l'éducation. Cela se manifeste par la conception et la mise en œuvre du Programme d'Education Pour Tous d'ici à 2015. Il faut cependant souligner que l'un des facteurs de blocage du développement est le taux élevé d'analphabétisme des populations rurales et urbaines. Les études faites en 2004 par le Service National d'Alphabétisation avec l'appui de notre Institution montrent que le taux d'analphabétisme en Guinée est de 72,86%.

**L'analyse prouve que l'analphabétisme des femmes, des élus locaux et des groupes socio professionnels limite leurs capacités de participer :**

- à la conception et à la mise en œuvre des programmes et projets de développement communautaire,
- à la prise des décisions,
- à la gestion efficace de la décentralisation et de la bonne gouvernance.

**Il est donc important de promouvoir l'alphabétisation fonctionnelle des femmes, des élus locaux et des groupes socioprofessionnels.**

C'est dans ce cadre que notre institution soutient avec efficacité la réalisation des actions d'alphabétisation fonctionnelle dans les quatre régions naturelles du pays au bénéfice des organisations d'autopromotion agricoles et artisanales, des élus locaux et autres associations villageoises à travers l'ouverture et le fonctionnement des centres d'éducation de base des adultes.

Il faut aussi ajouter que notre institution est depuis 2004 l'agence d'exécution du Programme Education pour Tous (PEPT) dans son volet alphabétisation fonctionnelle priorité femmes financé par la Banque mondiale.

En conclusion nous pouvons retenir que ;

- l'alphabétisation n'est pas une fin en soi mais ;
- un moyen de lutte contre la pauvreté à travers,
- la valorisation et le réinvestissement par les néo-alphabètes des acquis de leurs apprentissages (connaissances et compétences) dans le cadre de :
  - leur participation à la prise des décisions pour le développement communautaire,
  - la planification et la gestion des programmes des organisations communautaires de base (la présentation des PV de réunions, la mise en place et la tenue correcte des outils de gestion des caisses),
  - la gestion des revenus agricoles,
  - la planification familiale,
  - l'utilisation des moyens et méthodes de protection contre le VIH/SIDA,
  - la revendication de leurs droits et l'accomplissement de leurs devoirs etc.

## **2- La protection de l'environnement**

Dans ce cadre, dvv international a soutenu la mise en œuvre de **cinq projets d'appui à l'éducation environnementale**. Ces projets ont pour but de protéger et de préserver la faune et la flore qui constituent la base fondamentale de la vie. Les actions liées aux projets d'appui à la protection et à la préservation de ressources naturelles ont occupées une place de choix dans le programme d'appui à l'éducation de base des adultes en Guinée.

Ces différents projets réalisés sur le terrain ont permis de mener des actions d'information, de sensibilisation, d'animation et de formation des populations sur l'importance de la protection et de la préservation de l'environnement. Aussi, d'autres actions de reboisement des zones déboisées par les feux de brousse et la coupe abusive du bois ont été réalisées dans la zone d'intervention des projets. Les espèces reboisées sont entre autres : l'anacardier, l'acacia, le néré et autres espèces forestières reboisées sans oublier la mise des haies vives pour sécuriser les tapades qui constituent les principaux greniers alimentaires des différents ménages.

Les ONG partenaires ont appuyé l'élaboration et la mise en œuvre des plans de gestion de ressources naturelles et des plans d'appui à l'éducation environnementale et la création des comités villageois de gestion de ressources naturelles.

En fin, il faut souligner que ces actions d'éducation à la base et de reboisement ont contribué de façon significative à la restauration du couvert végétal qui constitue la base fondamentale de la vie des hommes et des animaux.

### 3. L'éducation sur le VIH/SIDA :

Le VIH/SIDA est perçu comme une menace réelle des populations. La propagation de cette pandémie a des impacts négatifs sur le développement socio - économique du pays à cause de la mortalité qu'il entraîne au niveau des forces vives, base d'un développement durable.

Dans ce contexte, dvv international en collaboration avec ses partenaires a développé un programme pertinent d'éducation sanitaire au profit des groupes touchés pendant cette période. Ce programme a été considéré comme une des actions transversales prioritaires. En plus de l'éducation sur le VIH/SIDA, d'autres aspects étaient pris en compte dont entre autre l'éducation à l'hygiène de base, l'éducation sur la planification familiale, l'éducation sur le paludisme et les maladies diarrhéiques.

Enfin, il est retenir que la santé, à l'image de l'éducation, constitue un secteur prioritaire. Il est par conséquent utile de poursuivre pour les années à venir par tous les acteurs et partenaires au développement la mise en place et le fonctionnement d'un système de santé accessible et capable de répondre aux besoins de la santé de la population qui est le garant du développement.

### 4- La promotion de la démocratie et de la gouvernance locale :

**La promotion d'une démocratie saine et d'une gouvernance locale partagée constitue le pilier fondamental pouvant favoriser le développement harmonieux et durable d'un pays.** Elle fonde la crédibilité des institutions et favorise l'intégration et la participation effective des populations au processus évolutif de gestion du changement social, politique et économique de leurs collectivités à la base.

Au regard de ce défi majeur à relever en Guinée, dvv international s'est engagé avec l'appui des ses partenaires à développer un programme de **renforcement de la décentralisation et de la déconcentration** dans les différentes zones touchées par ses interventions.

La stratégie a consisté en l'organisation d'ateliers d'information, de sensibilisation, d'animation et de formations des élus locaux et d'autres personnes ressources en vue de renforcer leurs capacités dans la prise en charge effective de la gestion de leurs localités à partir des thèmes suivants :

- La description des rôles et taches des élus,
- Les techniques d'animation de réunions
- Le code civil,
- L'état civil,
- La connaissance des institutions républicaines,
- La procédure de vote,
- Le développement et la coopération décentralisée,
- Le budget et la fiscalité des collectivités,
- Les micros réalisation,

- Les droits et les devoirs des citoyens etc.

La mise en œuvre de ces activités a permis aux communautés bénéficiaires d'améliorer leurs savoirs et savoirs faire à la participation de la gestion de leurs collectivités.

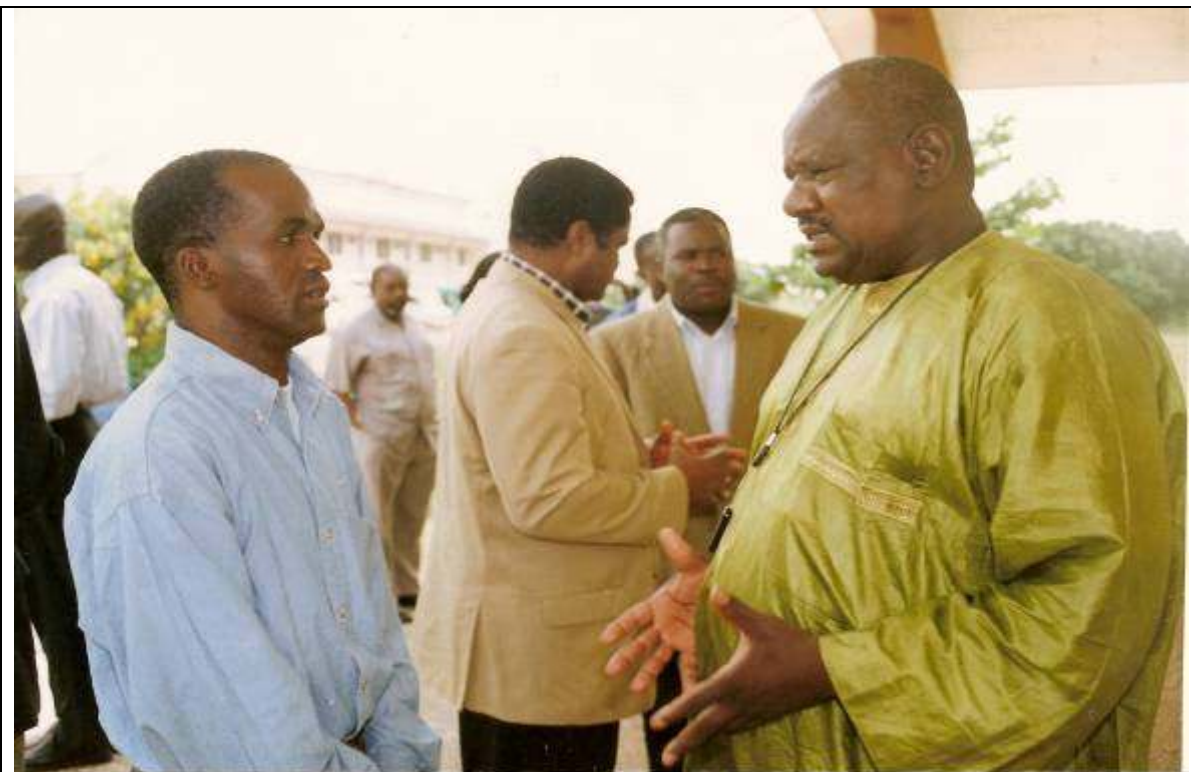
## **5- L'appui aux efforts visant la croissance économique**

A ce niveau, notre institution a soutenue la micro finance communautaire à travers un programme d'appui à la création et au développement des banques de proximité du genre Association de Service Financier (ASF) et des micros projets communautaires générateurs de revenus auprès de certains membres des organisations d'autopromotion.

Cette action a permis aux groupes cibles de disposer en temps opportun d'un crédit de proximité adapté à leurs besoins d'investissement local.

En conclusion nous pouvons retenir que Dv international poursuit son programme novateur d'appui – accompagnement des collectivités à la base pour la période 2008 – 2010 avec l'appui technique et financier du Ministère Allemand de la Coopération et du Développement (BMZ).

**Pour toutes informations complémentaires, écrire à : [iiz-dw@sotelgui.net.gn](mailto:iiz-dw@sotelgui.net.gn)**



A. SOUARE, (à gauche sur la photo) chargé de programmes Dv Guinée ; en compagnie de Moussa Diaby de la Fondation Karanta Mali.

---

---

# **LEARNING FOR EMPOWERMENT THROUGH TRAINING IN ETHNOGRAPHIC RESEARCH (LETTER APPROACH )**

## **ETHYOPIA**

By Alemayehu Hailu  
From Ethyopia

### **THE CONTEXT**

Adult basic and alternative basic education in Ethiopia have mushroomed in recent years. Ethiopia is a federal republic composed of nine regions: Afar, Somali, Amhara, Oromia, Gambella, Benishangul Gumuz, Tigray, Harare and the Southern Nations, Nationalities, and Peoples Region (SNNPR). In 1994, the Education and Training Policy decentralized education administration to these regional states, and advocated the use of mother tongue as a language of instruction. Since then 22 languages are reported to be used as languages of instruction. Following the 1994 Education and Training Policy, Ethiopia has been guided by a series of Education Sector Development Programs I, II, and III.

While consciousness of and political will in support of nonformal education have not reached the level of unreserved enthusiasm witnessed in national literacy campaigns of the 1970s and 1980s, they have gradually rebounded in recent years. The Education Sector Development Program III for 2005/2006 – 2010/2011, Ethiopia's national action plan on education, specifically discusses the adult and nonformal education program and defines it to include a range of basic education and training components for out-of-school children and adults. The action plan defines the content of the adult and nonformal education to include literacy, numeracy and the development of skills that enable learners to solve problems and to change their lives. The action plan also outlines three sub-component modes of delivery for adult and nonformal education:

- 1) alternative basic education for out-of-school children between the ages of 7-14
- 2) a functional adult literacy program for youth and adults over 15
- 3) community skills training centers for youth and adults

The current Education Sector Development Program III advocates the use of functional adult literacy, alternative basic education, and multi-grade classrooms, and

other alternatives as a means of expanding universal access to education. The action plan includes a directive that alternative basic education and functional adult literacy programs will be expanded and that regional states will organize adult literacy programs and develop materials in the mother tongue. The action plan states that the learning materials will cover the areas of primary health care, prevention of diseases such as malaria, HIV/AIDS, etc, family planning, environment, agriculture, marketing, banking, gender, etc (Ministry of Education, 2005).

Ethiopia's national action plan states that functional adult literacy will be a voluntary program, taught by teachers, ABE facilitators, literate adults, secondary students and university students. It will be conducted in schools, alternative basic education centers and kebele facilities and the main costs of the program will be teaching and learning materials, training manuals and the training of literacy volunteer teachers (Ministry of Education, 2005). The government has set the target of reaching 5.2 million adults through functional adult literacy and 143,500 adults through the existing 287 Community Skills Training Centers between 2005-2011. The government has also committed to developing a formal school equivalency system to recognize skills gained through nonformal education. Education law that will include adult nonformal and alternative basic education strategies is currently under consideration.

Below follows an account of the activities of the first in a series of workshops in Ethiopia on ***Learning for Empowerment through Training in Ethnographic Research (LETTER)***.

## **Paradigms of Nonformal Education and Development**

### **Anecdote:**

#### **“So That’s Ethnography!”**

“I was attending an adult education class and I observed the facilitator define the word, ‘family’, for the class. He said, “A family is defined as having a mother, father, son, daughter”. One adult learner raised her hand and said, “No, that is not a family. A family does not only include husband, wife, daughter and son. A family also includes my daughter’s husband’. When she said this, I realized that this is the inherent local knowledge that people they have. We should not ignore their experiences.”

- Destaw Asmare, Nonformal education Coordinator for the SNNPR region

**LETTER** Ethiopia workshop attendees were first introduced to paradigm theories of development and how these have been applied in the field of literacy, according to Alan Rogers.

**The technician approach** was presented, in which problems are viewed as having technical (right) answers which can be provided by inputs. This creates a perspective on development that ‘the poor must change but the rest of society is ok’.

**The critical approach** was also presented, in which problems are viewed as having social causes that can be only be dealt with through social action. This leads to the assumptions that both poor and rich must change, that systems need to change.

**The first approach** relies on a theoretical lens of **deficit thinking**, in which people are seen as lacking.

**The critical approach** is founded on the lens of **disadvantaged approach**, in which people are excluded by their oppressors.

Alan Rogers introduced a **third approach to development**, called the **Diversity approach** in which **all people are seen as different and equally valid**. This seeks to celebrate 'the other', rather than trying to change 'the other'. Participants were asked to define their own thinking, and identify which paradigm they found themselves aligned with.

### ***Understanding of the Role of Paradigms and Perspectives***

In order to illustrate the **concept of paradigms** and how local knowledge can be viewed through many lens. Various types of perspectives were selected to give an opportunity for participants to practice viewing a single event through alternative vantage points. Groups then enacted role plays demonstrating the many lenses or perspectives that could be utilized to understand and make meaning of a situation.

Below follows the workshop attendees' analysis of various literacy and numeracy situations, according to different lens of interpretation.

### **Role Play 1: Adult Basic Education Classroom**

In an adult education classroom, students sit idle waiting for the teacher. When the teacher finally arrives, the class proceeds in a choral fashion, with repetitive chanting and repeating. The teacher says, "What is this? One. Repeat class. One." "One." "What is this? This is a .....woman. Repeat class. Woman." Most students drop out of the course before completion.

But one of the few who completes the course goes to apply for a job in a shop. The employer gives the potential employee a trial period. The person is not able to respond to the employer's questions, even regarding his name. He silently tries to fill out the application. However, he is not at all able to correctly write down the unit price for all the items. The employer finds the mistake and announces that he has not gotten the job.

**Participants identify how they understand different lenses applying to the role play.**

***Lens of literacy:*** The applicant is simply unable to fill out application. (Participants begin the workshop reflecting the deficit approach to literacy, as a prelude to gradually exploring other means of understanding 'illiteracy').

***Lens of numeracy:*** The applicant is unable to write down the unit price.

***Lens of formal education:*** There is no relationship between the adult basic education and skills needed on the job.

***Lens of gender:*** Women's participation was absent, both in the class and in the shop.

***Lens of government:*** There is a gap of policy, where quality adult basic education is not being provided.

***Lens of power:*** Because the applicant didn't get a good education, he can't compete for a job and raise his position in society.

***Lens of ethnography:*** The teacher ignored the existing knowledge of the students, as well as their local needs.

**For more details, please contact:** Alemayehu Hailu at : [alemh40@yahoo.com](mailto:alemh40@yahoo.com)

---

---

# **LA VIE POLITIQUE**

## **L'EDUCATION DES ADULTES**

### **ET LE DEVELOPPEMENT**

**Par Bernardin CHIDI**  
**Enseignant de Philosophie**  
**Chercheur en Sciences Sociales**  
**Institut ALPHADEV**  
**Cotonou**

#### **Introduction**

La vie politique est l'organisation sociale qui permet aux associés de mener une existence responsable et harmonieuse.

#### **L'organisation du pouvoir**

La politique, c'est-à-dire la manière dont le pouvoir social est exercé est l'une des composantes les plus importantes de la vie des sociétés, et donc de la vie des hommes.

**Le mot politique (du grec « polis » : ville ) est d'abord un adjectif qui signifie : « qui a rapport à la cité ».** Dans la Grèce antique, la cité est l'ensemble des citoyens, hommes jouissant des mêmes droits et participant plus ou moins directement à, l'administration de leurs intérêts communs. Cette administration dans les nations modernes est confiée à l'Etat.

**L'adjectif « politique » s'applique aux manières de concevoir l'Etat** (système politique et aux régimes qui en résultent. Il s'applique aussi aux parties, et plus généralement au pouvoir que les partis ou les hommes se disputent. On emploie parfois cet adjectif dans un sens péjoratif, pour évoquer des manœuvres tortueuses.

C'est là une déformation du sens primitif, due au fait que trop souvent les détenteurs du pouvoir l'exercent en agissant par moyens détournés et déloyaux.

**Comme substantif, le mot « politique » s'applique à l'art de gouverner, notamment un Etat, ou d'entretenir des relations avec d'autres Etats (la politique internationale).** La politique consiste donc à exercer un pouvoir en vue d'harmoniser des intérêts divergents et surtout en vue de procurer à l'ensemble des citoyens les conditions matérielles et morales concrètes dans lesquelles chacun d'eux pourra vivre humainement, librement. Ce sont ces conditions que la philosophie traditionnelle désigne sous le nom de « bien commun ».

**Tous les hommes, puisqu'ils vivent en société, sont concernés par cette recherche du bien commun et ont quelque chose à voir avec la politique, qu'ils le veuillent ou non.** Certes, l'exercice du pouvoir politique exige des hommes relativement spécialisés et expérimentés, mais chaque citoyen, selon son statut social, a le devoir, et doit avoir la possibilité de participer, à son échelon, à la vie politique de sa société.

**Au cours de l'histoire, les hommes ont découvert peu à peu que la recherche du bien commun exigeait que tous les membres de la société aient la possibilité d'exprimer, d'une manière ou d'une autre, comment ils le concevaient et voulaient l'organiser.** C'est pourquoi la monarchie (gouvernement d'un seul), l'aristocratie et l'oligarchie (gouvernement par un groupe restreint) disparaissent pour faire place à la démocratie ( de « démos » : peuple et « cratos » pouvoir) ou gouvernement du peuple qui suppose la participation de tous les citoyens adultes au pouvoir. Les esclaves se voient peu à peu reconnaître des droits politiques (ce qui implique la suppression de l'esclavage) ; ainsi, presque partout de nos jours, les femmes aussi jouissent du droit de vote.

**Comme il n'est pas possible, d'exercer une démocratie directe,** où tout le peuple prend part aux décisions, le peuple délègue ses pouvoirs à des représentants élus (président , députés, sénateurs etc...) **Une démocratie authentique suppose le maintien d'une communication constante entre le pouvoir et les citoyens,** communication qui exige beaucoup de maturité de part et d'autre : les gouvernants doivent toujours se souvenir qu'ils sont délégués, **les citoyens doivent se tenir au courant des questions posées par le bien commun et se prononcer** selon une

conscience droite, dépassant les points de vue particularistes. La vie politique harmonieuse d'une nation suppose une éducation civique (du latin « civis » : citoyen) de tous les membres de la communauté nationale.

### ***L'éducation civique et l'éducation des adultes***

**La bonne gestion de la vie politique exige de la part de ses membres un minimum d'éducation.** Si en Afrique, cette vie politique n'est pas gérée dans la transparence, c'est parce que les populations rurales qui constituent la majorité des électeurs analphabètes sont facilement corruptibles. Si ceux qui délèguent leurs pouvoirs à des élus ne savent rien de la politique, c'est qu'ils ne participent pas en tant qu'acteurs actifs à la vie politique. Le résultat est qu'après quarante années d'indépendance, nous sommes encore à la recherche d'une idéologie capable, d'orienter rationnellement notre vie politique ; tant que l'éducation n'aura pas réveillé les couches rurales de leur sommeil dogmatique, nous continuerons d'aller d'illusions en de nouvelles illusions sans jamais progresser en matière d'organisation politique.

Par conséquent, l'éducation étant un **droit universellement reconnu** : à travers :

- **la déclaration universelle des droits de l'homme (1948)** et par
- le **Pacte International aux droits économiques, sociaux et culturels (1966)**, ce droit également reconnu par
- la Convention sur les droits de l'enfant (1981),
- **la Déclaration Mondiale sur l'Éducation pour tous Jomtien (1990)**,
- le Forum consultatif d'Aman (1996) et dans
- le **cadre d'actions de Dakar (2000)**, nul ne sera privé.
- **Cette éducation pour tous ne sera pas effective sans l'éducation des Adultes.**

En effet, **l'éducation formation des adultes** par

- son effort d'éveiller les consciences,
- de développer l'esprit critique,
- de responsabiliser les adultes et les jeunes ;

est considérée comme un des instruments essentiels d'accompagnement

- du changement social,

- d'un changement de vision, d'attitudes et de comportements.
- C'est par cette éducation qu'ils prendront part **rationnellement et consciemment** à la vie politique.
- Avant de déléguer leurs pouvoirs à des élus, ils chercheront d'abord à **prendre connaissance des programmes** des divers candidats et ne seront élus que les candidats dont les programmes correspondent aux aspirations du peuple à savoir le développement, le plein épanouissement, les libertés privées et collectives.

### ***L'Éducation et le développement***

Le développement est le processus par lequel une société aspire au progrès. En d'autres termes c'est le passage d'un état inférieur à l'état supérieur marqué par l'amélioration quantitative et qualitative des conditions de vie. On ne peut pas améliorer sa condition sociale si a priori on ne sait pas qu'on vit mal. Seule l'éducation permet à l'homme de prendre conscience de sa misère et de chercher les voies et moyens pour y remédier. Écoutons Paul Freire : « L'Éducation ou l'alphabétisation crée des conditions d'une prise de conscience critique des contradictions et des fins de la société dans laquelle l'homme vit. Elle permet aussi de stimuler l'initiative de l'homme et sa participation à la conception de projets susceptibles d'agir sur le monde, de le transformer et de définir les fins d'un authentique développement humain.

Elle doit donner accès à la maîtrise des techniques et des rapports humains ». Ainsi, l'adulte qui grâce à l'éducation a acquis une connaissance pratique des techniques culturales : maniement du tracteur, bon usage des engrais chimiques, des pesticides et la technique de l'irrigation produira en quantité et en qualité et contribuera ainsi au développement de la cité. Par contre celui qui n'a reçu aucune notion éducative, n'aura aucune maîtrise de ces techniques et par conséquent se contentera des pratiques irrationnelles qui le perpétueront dans le sous-développement.

**Si l'Afrique a du mal à amorcer le développement, c'est parce que la grande majorité de sa population est demeurée analphabète.** En volant au secours de ces populations rurales restées longtemps en marge de l'éducation formelle, **l'éducation des adultes vise double objectifs :**

- transmettre à ces populations certaines connaissances et
- faciliter leur participation au développement de leur milieu social par leurs acquis.
- Alors, **le principal défi que l'Afrique se doit de relever c'est d'investir maintenant dans l'éducation des adultes qui transformera ses sociétés.**

### **Conclusion**

Lorsque la vie politique est bien gérée dans une cité, il y a la paix, gage du développement. Ce n'est pas un vain mot si l'on exige des élus la bonne gouvernance. Mais pour que celle-ci se concrétise dans les faits il faut qu'élus et électeurs aient reçu une formation éducative.

Aujourd'hui, d'après les statistiques de l'UNESCO, on estime à un milliard le nombre des adultes qui ne sont pas alphabétisés dans le monde entier dont la plupart sont des femmes. En réalité, ce chiffre est beaucoup plus élevé. Le nombre des adultes qui ne peuvent ni lire ni écrire correctement afin de jouer efficacement leur rôle au sein de la société est beaucoup plus important. Alors que l'alphabétisation est un droit humain dont la réalisation permet aux populations d'avoir accès à plusieurs autres droits qui leur sont garantis.

Si l'Education est la clé de la paix et du développement, le monde n'a qu'un défi à relever : investir massivement dans le système éducatif formel et non formel.